



L'INSTITUT DE LA CAD

ÉVALUATION DE LA MENACE

**LE DÉTROIT DE TAIWAN :
QUE PEUT FAIRE LE
CANADA ?**

SCOTT SIMON

TOME 1 | MARS 2023

Le détroit de Taïwan : que peut faire le Canada ?

Scott Simon

Le 4 janvier 2023, Anders Fogh Rasmussen, ancien secrétaire de l'OTAN et fondateur de l'Alliance des démocraties, a appelé le monde à soutenir Taïwan. Lors de sa rencontre avec la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen, il a déclaré : « Les démocraties du monde représentent 60 % de l'économie mondiale. Si nous pouvons travailler ensemble, alors nous représentons une force formidable qui suscitera le respect à Pékin et dans les autres capitales des nations autocratiques. Aujourd'hui, Taïwan est une démocratie solide, qui appartient à la famille des démocraties du monde » (Formosa News 2023). L'intention de Rasmussen était de dissuader une invasion militaire similaire à celle de la Russie en Ukraine. En raison de la géographie de Taïwan, île montagneuse située de l'autre côté du détroit de Taïwan, la Chine ne peut pas envoyer des troupes sur le terrain aussi facilement que la Russie en Ukraine. Cela donne au monde le temps de mettre en œuvre des stratégies qui peuvent dissuader une agression unilatérale dans le détroit de Taïwan. Cela protège la Charte des Nations Unies, qui vise à maintenir la paix et défend les principes d'égalité des droits et d'autodétermination des peuples. Le Canada, en tant que membre fondateur de l'OTAN et État indo-pacifique, peut y contribuer.

La stratégie indo-pacifique du Canada appelle à un « changement mondial qui ne se produit qu'une fois par génération » (Canada 2022a : 4). Le Canada s'engage notamment à « accroître ses liens économiques et interpersonnels avec Taïwan tout en soutenant sa résilience » (Canada 2022a : 22). L'annonce de la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly selon laquelle « nous devons nous assurer que la question du détroit de Taïwan est claire et qu'il reste un détroit international » (Sevastopulo 2022) nécessite

clairement de nouveaux investissements militaires. Bien que la stratégie publiée soit nécessairement peu détaillée en raison de la nature de l'exercice, elle engage les investissements canadiens dans le domaine militaire dans trois secteurs : 1) améliorer les contributions du Canada en matière de sécurité et de défense grâce à des ressources supplémentaires et à un engagement accru dans les exercices et les opérations internationales ; 2) accroître sa présence navale, notamment en augmentant le nombre de frégates et en collaborant avec les alliés et les partenaires ; et 3) étendre le renforcement des capacités, en particulier en Asie du Sud-Est, afin de faire progresser les priorités communes et l'interopérabilité (Canada 2022a : 15). Le budget initial des nouveaux fonds alloués à la Stratégie au cours des cinq prochaines années s'élève à près de 2,3 milliards de dollars, dont près de 500 millions de dollars pour renforcer la présence navale indo-pacifique du Canada et la participation des Forces armées canadiennes (FAC) aux exercices militaires régionaux (Canada 2022b).

L'objectif de cette évaluation est de déterminer comment le Canada, en particulier les Forces armées canadiennes (FAC), peut contribuer à la résilience de Taïwan. Elle ne se veut pas une version canadienne des évaluations militaires qui ont déjà été fournies par le Japon (Japon 2022a), Taïwan (Dotson 2022), les États-Unis (États-Unis 2022a) et des groupes de réflexion (Cancian, Cancian et Heginbotham 2023), mais s'attache plutôt à comprendre où le Canada et les FAC peuvent contribuer. La stratégie indo-pacifique rappelle au Canada le devoir défini par l'ancien Premier Ministre Lester B. Pearson : « Pour que la sécurité collective ait une réelle signification pour la paix, tous les membres doivent être prêts et disposés à se joindre précisément au type d'action, économique ou militaire, qui est nécessaire pour prévenir ou vaincre une agression » (Pearson 1972 : 101). Que peut faire le Canada ?

I. Contexte historique

A. Taïwan

Jusqu'en 1624, date à laquelle les Hollandais ont établi une colonie commerciale dans l'actuelle Taïwan, les seuls établissements permanents de Taïwan étaient ceux des Austronésiens qui sont devenus les peuples autochtones d'aujourd'hui. Après le départ des Hollandais en 1662, les colons Hokkien et Hakka de Chine ont commencé à s'installer dans les plaines occidentales de l'île. Lorsque le missionnaire canadien George Leslie Mackay est arrivé en 1871 (marquant le début des relations interpersonnelles entre le Canada et Taïwan), les peuples indigènes jouissaient encore d'une certaine autonomie dans les montagnes (Mackay 2005 [1895]). Après la prise de l'île par le Japon en 1895, les habitants ont commencé à se considérer comme un peuple ayant droit à l'autodétermination, une position soutenue par le leader communiste chinois Mao Zedong dans son entretien de 1936 avec le journaliste Edgar Snow (Snow 1968 : 110). Cette histoire est importante car elle révèle la fausseté des fréquentes affirmations de la Chine selon lesquelles Taïwan a toujours fait partie de la Chine.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Taïwanais ont combattu en tant que citoyens japonais et ont survécu aux bombardements aériens des Alliés, mais la défaite du Japon les a placés sur une nouvelle trajectoire. Sur la base des accords conclus en temps de guerre entre les Alliés, la République de Chine (ROC), dirigée par le président Chiang Kai-shek, a pris l'administration de Taïwan le jour de la capitulation du Japon. La transition s'est avérée difficile pour les Taïwanais et, après des soulèvements en 1947, Chiang a placé l'île sous la loi martiale. Les Taïwanais font appel aux Nations unies et aux forces d'occupation américaines pour qu'elles reconnaissent leurs droits à l'autodétermination, mais leurs appels restent lettre morte. La ROC, membre fondateur de l'ONU et membre jusqu'en 1971, a pu bloquer de telles initiatives.

Après l'établissement de la République populaire de Chine (RPC) en 1949, le gouvernement de Chiang s'est retiré à Taïwan. En 1952, le traité de paix de San Francisco, qui mettait fin à la guerre avec le Japon, et le traité de paix de Taipei, conclu entre le Japon et la ROC, ont consolidé la domination de Chiang sur Taïwan. Les six

millions de Taïwanais qui avaient vécu la période japonaise et plus d'un million de Chinois arrivés avec la ROC ont finalement trouvé un modus vivendi pour vivre ensemble, créant ainsi le Taïwan moderne. Mais la RPC et la ROC n'ont jamais conclu de traité de paix, et se sont même affrontées lors de deux crises dans le détroit de Taïwan dans les années 1950.

La plupart des Taïwanais souhaitent simplement vivre en paix. Les sondages révèlent que seulement 1,3 % d'entre eux souhaitent l'unification et 5,3 % l'indépendance dès que possible, mais 87,2 % préfèrent maintenir une variante du statu quo (Centre d'étude des élections de l'université nationale Chengchi, 2022). Depuis la première élection présidentielle directe en 1996, les gouvernements dirigés par le Parti nationaliste chinois (Kuomintang, KMT) et le Parti démocratique progressiste (DPP) ont continué à utiliser le nom et les symboles de la République de Chine. C'est la politique « d'une seule Chine » de Taïwan. La RPC cherche néanmoins à anéantir la ROC par des moyens pacifiques ou autres, et appelle par euphémisme son objectif d'annexer Taïwan "réunification". L'une de ses stratégies consiste à contraindre les pays tiers à reconnaître leurs revendications sur Taïwan.

B. Naviguer dans les relations avec la Chine et Taïwan

Le Canada a toujours navigué dans les relations avec la Chine et Taïwan dans des contextes difficiles. Le Canada a établi des relations diplomatiques avec la République de Chine le 6 novembre 1941. Après la révolution communiste, la ROC a conservé une ambassade à Ottawa, mais le Canada n'a pas envoyé de représentant à Taipei (Hilliker et Barry, 1995 : 56). Contrairement aux États-Unis, qui ont signé un traité de défense mutuelle avec Taipei et ont stationné des troupes à Taïwan, le Canada est resté tiède quant à ses relations avec la ROC. En 1955, le cabinet canadien conclut que l'avenir de Taïwan est une question internationale indéterminée (Canada 1955). Dans les années 1960, le Canada était prêt à reconnaître la RPC, espérant que Taïwan conserverait une place autonome dans le monde (Martin 1966). La double reconnaissance était

impossible à l'époque, principalement parce que les régimes autoritaires des deux côtés du détroit de Taïwan insistaient sur le fait qu'ils étaient les seuls à constituer le gouvernement légitime de la Chine. Les débats sur l'État qui représente la Chine ont éclipsé les considérations relatives aux droits des peuples de Taïwan.

Lorsque le Canada et la Chine ont entamé les négociations en 1968, les deux parties avaient des positions fermes. Le Cabinet a donné instruction aux négociateurs canadiens de n'accepter aucun engagement qui empêcherait une éventuelle reconnaissance future d'un État indépendant de Taïwan. La Chine a exigé trois principes constants comme conditions préalables à l'établissement de relations diplomatiques : (1) reconnaître la RPC comme le seul gouvernement de la Chine (à l'exclusion d'une solution « deux Chines »), (2) reconnaître Taïwan comme faisant partie du territoire chinois (à l'exclusion d'une solution « une Chine, un Taïwan ») et (3) rompre toutes les relations avec la « bande de Tchang Kaï-chek » et appuyer l'entrée de la RPC aux Nations Unies (Edmonds 1998 : 206-207). Le Canada a accepté deux des trois principes constants, mais les deux parties ne pouvaient qu'accepter d'être en désaccord sur Taïwan. Le Canada a avancé des arguments ingénieux, notamment le fait qu'il ne demande pas à la Chine d'endosser ses revendications sur les îles de l'Arctique et que la Chine ne devrait pas non plus demander au Canada d'endosser ses revendications sur une île au large des côtes (Edmonds 1998 : 209). Le Canada a refusé de rejeter la possibilité d'un avenir « une Chine, un Taïwan ».

Le communiqué conjoint, du 10 octobre 1970, stipule que « le gouvernement chinois réaffirme que Taïwan est une partie inaliénable du territoire de la République populaire de Chine. Le gouvernement canadien prend note de cette position du gouvernement chinois ». Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mitchell Sharp, a ajouté une explication au Parlement selon laquelle "prendre note" signifie que le Canada « ne contestera ni n'approuvera » les revendications de la Chine sur Taïwan. Le Canada a considéré cette chose comme une partie intégrante et importante de la formule de reconnaissance (Edmonds 1998 : 212). Le protocole du Canada visant à ne pas

contester ni endosser demeure la pierre angulaire de la politique canadienne dans le détroit de Taïwan, comme l'a expliqué au Parlement, le 14 février 2022, Weldon Epp, directeur général pour l'Asie du Nord (Canada 2022c).

Le communiqué Canada-Chine engageait le Canada à entretenir des relations diplomatiques avec la Chine, en reconnaissant la RPC comme le seul gouvernement de la Chine. Il mettait fin à la reconnaissance par le Canada de la ROC en tant que Chine, mais ne mettait pas fin aux relations avec Taïwan, tout simplement parce que le Canada n'a jamais eu de relations d'État à État avec Taïwan en premier lieu. Le Canada a délibérément gardé le silence sur le statut de Taïwan, car un désaccord aurait fait avorter les négociations. De plus, à l'époque, à Taïwan, les personnes qui prônaient l'indépendance vis-à-vis de la République de Chine étaient persécutées. Les Canadiens étaient au courant des aspirations taïwanaises, grâce aux rapports des missionnaires canadiens et des Taïwanais en exil. Le Canada gardait des options ouvertes pour les relations Canada-Taïwan dans l'éventualité d'une évolution politique.

Les liens entre le Canada et Taïwan se sont développés, même en l'absence de relations diplomatiques officielles. Le Canada est représenté à Taïwan par le Bureau commercial du Canada à Taipei, et Taïwan au Canada par le Bureau économique et culturel de Taipei. Taïwan est devenu le 13^e partenaire commercial du Canada et le 5^e en Asie (Canada 2022d). On estime que 200 000 personnes d'origine taïwanaise vivent au Canada et qu'au moins 60 000 citoyens canadiens vivent à Taïwan (Chase 2021). Depuis la levée de la loi martiale en 1987, Taïwan s'est transformée en une démocratie dynamique. Partageant des valeurs progressistes avec le Canada, Taïwan est le seul pays d'Asie à reconnaître le mariage entre personnes de même sexe et travaille à la réconciliation avec les peuples autochtones. La stratégie indo-pacifique engage désormais le Canada à soutenir la résilience de Taïwan. Bien que le Canada n'ait jamais approuvé la revendication de la Chine sur Taïwan, la stratégie indo-pacifique constitue l'engagement public le plus explicite du Canada à maintenir le détroit de Taïwan ouvert en tant

qu'eaux internationales. Le gouvernement doit tenir le public informé de l'importance de Taïwan pour les intérêts canadiens, des menaces de la Chine et de la façon dont le Canada va réagir.

II. La menace chinoise sur Taïwan aujourd'hui et les réponses mondiales

A. La menace de la Chine

Le nombre d'incursions d'avions de guerre de l'Armée populaire de libération (APL) dans la zone d'identification de défense aérienne (ZIDA) de Taïwan est un indicateur des intentions de la Chine. Étant donné que les avions demandent généralement une autorisation préalable avant de pénétrer dans une ZIDA étrangère, une ZIDA permet à une force aérienne d'identifier les menaces potentielles, de faire décoller les avions à réaction et de repousser les avions militaires non autorisés. Plus sensible encore, la ligne médiane dans le détroit de Taiwan sert de frontière effective depuis qu'elle a été tracée par les États-Unis en 1955. Jusqu'en 1999, les deux parties ont respecté un accord tacite de ne pas franchir la ligne médiane. Depuis lors, les avions de guerre chinois ont franchi la ligne avec une régularité croissante. La Chine déclare désormais qu'il n'y a pas de ligne médiane dans le détroit de Taiwan (Chine 2022). La répudiation active de la ligne médiane par la Chine remet en question le statu quo.

Les données du ministère de la Défense nationale de la ROC montrent une augmentation des incursions de l'APL. En 2019, seulement de 11 à 20 sorties de l'APL ont violé la ZADI de Taïwan dans le détroit de Taïwan. Ce chiffre est passé à 390 en 2020, 972 en 2021 et 1 737 en 2022. 2022 a été une escalade majeure car il y a eu 564 franchissements de la ligne Davis, contre 22 en 2020 et aucun en 2021. L'APL fait preuve d'un intérêt croissant pour la ZIDA du sud-ouest au-dessus du canal Bashi entre Taïwan et les Philippines. Les incursions dans la ZIDA sud-ouest sont passées de 127 en 2020 à 972 en 2021 et 1 166 en 2022 (Brown 2023).

La Chine a souvent recours à des actions militaires pour annoncer son mécontentement face

au soutien des États-Unis à Taïwan. En août 2022, immédiatement après une visite de la présidente de la Chambre des représentants américaine Nancy Pelosi, la Chine a lancé des exercices aériens et navals complets dans six zones autour de Taïwan, et a même lancé des missiles dans la zone économique exclusive du Japon. Le 25 décembre, la Chine a envoyé 71 avions de guerre pour effectuer un « exercice de frappe » juste après que le président Biden ait approuvé une aide militaire à Taïwan pouvant atteindre 10 milliards de dollars (Agence France-Presse 2023). Ces nouvelles actions militaires normalisent l'activité de l'APL plus près de Taïwan et raccourcissent le temps de réponse de Taïwan. Le fait que la Chine présente l'escalade militaire comme une réponse à la provocation américaine est une guerre cognitive destinée à entraver le soutien international à Taïwan.

L'armée taïwanaise a identifié huit scénarios : 1) la guerre cognitive ; 2) les opérations en zone grise ; 3) l'intimidation militaire conjointe ; 4) le blocus maritime et aérien conjoint ; 5) la saisie d'îles périphériques ; 6) la guerre de décapitation ; 7) les frappes de puissance de feu conjointes ; et 8) l'invasion totale (Dotson 2022). L'APL est déjà engagée dans les trois premières. L'intention est de cibler l'état d'esprit de la population taïwanaise et de dissuader les autres États de s'engager avec Taïwan. Une invasion totale peut être improbable dans un avenir proche en raison des conditions climatiques défavorables dans le détroit de Taïwan pendant la majeure partie de l'année, des préparatifs de défense asymétrique de Taïwan contre les attaques amphibies, de la difficulté d'occuper un territoire et de maintenir des lignes d'approvisionnement face à la résistance militaire et civile, sans parler de l'implication des États-Unis (Easton 2017). Mais même un blocus de Taïwan serait une catastrophe économique mondiale. Nikkei estime que 3 % du produit intérieur brut mondial serait perdu en cas de sanctions contre la Chine, et que cette dernière serait confrontée à une crise de sécurité alimentaire sans précédent (Nikkei 2022).

Les menaces de la Chine à l'égard de Taïwan ne sont qu'une partie d'un renforcement militaire plus global. Le montant nominal du budget de défense annoncé par la Chine a été multiplié par 39 depuis

1992, et le budget de 2022 était supérieur de 7,1 % à celui de l'année précédente (Japon 2022a : 33). La Chine a modernisé ses forces, investi dans la technologie des missiles et du nucléaire, construit illégalement des installations militaires sur des îles artificielles en mer de Chine méridionale, et fait des incursions régulières dans la zone maritime et l'espace aérien du Japon. La Chine prévoit une « guerre hybride » qui intègre la guerre cinétique aux domaines cognitifs (tentatives de manipulation de l'opinion publique et de la psychologie). L'APL renforce ses capacités de lutte contre l'accès et le déni de zone à proximité de son territoire et se prépare à projeter des capacités opérationnelles dans le Pacifique et au-delà (Japon 2022a : 30-52).

Les objectifs de la Chine consistent à maintenir les moyens militaires internationaux hors du détroit de Taïwan, à empêcher les contacts de haut niveau entre Taïwan et des pays tiers et à restreindre l'espace diplomatique de Taïwan. Ces objectifs peuvent sembler pacifiques, mais ils font partie de la guerre cognitive de la Chine et constituent des conditions préalables nécessaires au succès des actions offensives de l'APL. Ils fournissent donc également des indications sur la manière dont le monde peut réagir.

B. La réponse mondiale

Taïwan et ses partenaires démocratiques sont déterminés à dissuader toute agression chinoise unilatérale. Le Japon, le plus proche voisin de Taïwan, appelle à un « Indo-Pacifique libre et ouvert » depuis 2016, en s'appuyant sur des idées que le Premier ministre japonais Shinzō Abe a présentées pour la première fois dans un discours devant le Parlement indien en 2007. Dans sa stratégie de sécurité nationale 2022, le Japon a souligné l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan comme « un élément indispensable à la sécurité et à la prospérité de la communauté internationale » (Japon 2022b : 14). Le Japon a augmenté son budget de défense de 26,3% et prévoit d'atteindre l'objectif de l'OTAN de 2% du PIB d'ici 2027 (Takahashi 2022).

Les États-Unis, historiquement le plus fervent défenseur de la sécurité de Taïwan, promettent de soutenir les capacités d'autodéfense de Taïwan et

un environnement dans lequel l'avenir de Taïwan peut être déterminé pacifiquement, conformément aux souhaits des Taïwanais (États-Unis 2022b : 13). Les États-Unis ont inclus la loi sur la résilience renforcée de Taïwan dans leur loi d'autorisation de la défense nationale de 2022, qui promet une aide militaire de 10 milliards de dollars à Taïwan. Cette loi constitue une stratégie pangouvernementale de soutien à Taïwan (États-Unis 2022c).

Divers pays européens, l'Union européenne, l'OTAN, l'ASEAN et la Corée du Sud ont également annoncé des approches indo-pacifiques, bien qu'ils soient rarement aussi explicites que le Canada, les États-Unis et le Japon en matière de soutien à Taïwan et évitent parfois de mentionner Taïwan. La stratégie indo-pacifique de la France définit les tensions dans le détroit de Taïwan comme faisant partie des tensions sino-américaines, et s'engage en faveur d'un ordre international multilatéral fondé sur le droit (France 2022 : 10). La France a néanmoins montré son soutien à Taïwan en envoyant la frégate Vendémiaire dans le détroit de Taïwan (Lagneau 2022), et le Sénat français appelle à une stratégie plus forte, plus réaliste, avec un soutien accru à Taïwan (France 2023). Dans l'inclinaison indo-pacifique du Royaume-Uni, son dernier examen intégré de la politique internationale a qualifié la Chine de « concurrent systémique » et a identifié l'affirmation internationale de la Chine comme le facteur géopolitique le plus important des années 2020 (Royaume-Uni 2021 : 26). Le Royaume-Uni a également envoyé des navires de guerre dans le détroit de Taïwan (Agence France-Presse 2021), et il existe des appels explicites à utiliser AUKUS pour défendre Taïwan (Spinck 2022). L'OTAN (OTAN 2022) a explicitement identifié l'agression de la Chine dans le détroit de Taïwan comme l'un des plus grands risques sécuritaires actuels.

Une convergence vers le soutien de Taïwan contre l'agression chinoise est évidente dans la déclaration commune des ministres des Affaires étrangères du G7 du 3 août 2022 : « Nous réitérons notre engagement commun et inébranlable en faveur du maintien de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan et encourageons toutes les parties à rester calmes, à

faire preuve de retenue, à agir avec transparence et à maintenir des lignes de communication ouvertes pour éviter tout malentendu » (Allemagne 2022).

Les pays démocratiques ont répondu aux menaces de la Chine en créant de nouveaux groupements de sécurité. Le Dialogue quadrilatéral sur la sécurité (Quad, en abrégé), introduit pour la première fois en 2007 pour les secours en cas de catastrophe, compte quatre membres : l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis, mais a adopté un "Quad Plus" flexible pour inclure d'autres États si nécessaire. L'AUKUS, un pacte de sécurité trilatéral comprenant l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, a été lancé en 2021, de même que des plans visant à aider l'Australie à acquérir des sous-marins à propulsion nucléaire. Le Five Eyes est une alliance de renseignement qui comprend les membres de l'AUKUS, ainsi que le Canada et la Nouvelle-Zélande. Ces groupements peuvent tous jouer un rôle important dans la prévention ou la dissuasion d'une agression chinoise contre Taïwan.

Bien entendu, Taïwan a réagi de la manière la plus urgente en modernisant son armée, en achetant des armes et en se préparant à dissuader toute agression chinoise (Easton 2017). Le changement le plus récent est que Taïwan a commencé un réalignement complet de la force militaire qui comprend l'extension de la conscription de quatre mois à un an. La présidente Tsai Ing-wen a déclaré : « ce n'est qu'en se préparant à la guerre que nous pouvons l'éviter, et ce n'est qu'en étant capable de combattre une guerre que nous pouvons l'arrêter » (ROC 2022).

III. Un rôle pour le Canada et les Forces armées canadiennes (FAC)

Depuis 1979, les États-Unis ont clairement indiqué que les relations diplomatiques avec la RPC dépendent de l'attente « que l'avenir de Taïwan soit déterminé par des moyens pacifiques » (États-Unis 1979). Le Canada est également de plus en plus conscient du fait que l'engagement seul n'a pas réussi à dissuader la Chine d'agresser militairement. C'est pourquoi Mme Joly répète que « nous défierons la Chine

quand nous le devons et nous coopérerons avec elle quand nous le devons » (Fondation Asie Pacifique 2022). La Chine met régulièrement en garde les autres pays contre le franchissement de ses lignes rouges en ce qui concerne Taïwan. Les pays démocratiques doivent rappeler à la Chine qu'ils ont également des lignes rouges.

La Chine s'est montrée hostile envers le Canada, notamment en « buzzant » les avions militaires canadiens dans la région lors de missions de l'ONU (Chase 2022), en lançant des cyberattaques (Canada 2022e), en envoyant des ballons espions au-dessus du territoire canadien et en s'engageant dans l'ingérence électorale. La Chine a également des ambitions dans l'Arctique canadien (Lackenbauer et al., 2018). Taïwan est la ligne de front d'une menace chinoise plus large, ce qui rend leurs préoccupations sécuritaires urgentes pour le Canada.

Le Canada peut faire plusieurs choses pour soutenir la résilience de Taïwan. La première est de conclure l'Accord sur la protection des investissements étrangers que la ministre du Commerce Mary Ng a annoncé pour la première fois en janvier 2022 (Canada 2022f). Le Canada devrait soutenir l'entrée de Taïwan dans le Partenariat transpacifique global et progressif. Le Canada devrait continuer à soutenir l'entrée de Taïwan dans des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation de l'aviation civile internationale. La formule « prendre note » du Canada pourrait même servir de modèle utile (McCuaig-Johnston 2021). Le Canada ne devrait pas empêcher les entreprises canadiennes de fournir à Taïwan le matériel et les fournitures de défense nécessaires en cas d'invasion. Le Canada doit à tout prix éviter l'autocensure destinée à plaire aux diplomates chinois, car cela ne fait que renforcer l'impression que le Canada est faible et peut être intimidé. Le Canada doit rappeler de temps à autre à la Chine qu'il ne cautionne pas sa revendication sur Taïwan et que sa politique n'a pas changé.

La stratégie indo-pacifique du Canada promet de repousser toute action unilatérale qui menace le statu quo. En 2018, le commodore à la retraite Eric Lerhe a soutenu qu'un soutien plus clair de

Taïwan est nécessaire parce que la Chine n'a pas répondu aux politiques d'engagement. De manière assez inquiétante, il a suggéré que si la situation se détériore à des niveaux similaires à la crise du détroit de Taïwan de 1995/96, les États-Unis prendraient probablement des mesures avec le soutien d'autres pays (Lerhe 2018 : 28). Lerhe a plaidé pour des actions canadiennes progressives et multilatérales. Le Canada se coordonne déjà avec les États-Unis, le Japon et d'autres alliés, mais ne devrait pas hésiter à consulter Taïwan. Comme la Chine est susceptible de réagir par des sanctions économiques, les alliances de sécurité économique sont cruciales pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement. Le Canada ne peut pas changer la Chine, mais il peut contribuer à un *modus vivendi* qui protège un Indo-Pacifique inclusif, libre et ouvert.

Pour Taïwan, je formule les recommandations suivantes :

1-Protéger et soutenir la liberté de navigation. Le Canada doit soutenir, avec ses alliés, la liberté de navigation telle que protégée par le droit international, y compris dans les eaux internationales du détroit de Taïwan (Robertson 2022). Cela nécessite des transits dans le détroit de Taïwan, que la Marine royale canadienne effectue depuis 2018. Les transits dans le détroit de Taïwan rappellent à la Chine que le monde est préoccupé par la paix et la sécurité de Taïwan. La présence canadienne est bien accueillie à Taïwan et signale un soutien à des partenaires comme le Japon. La stratégie indo-pacifique promet déjà davantage de frégates canadiennes. Le Canada n'est pas toujours obligé de patrouiller le détroit de Taïwan avec les États-Unis. La MRC peut aussi transiter avec le Japon, le Royaume-Uni, la France, l'Australie, l'Inde ou d'autres pays. Une géométrie de sécurité variée peut en fait constituer la dissuasion la plus efficace. Il s'agit d'un élément fondamental de la stratégie indo-pacifique du Canada. Les alliés peuvent également faire savoir à Pékin que ces actions diminueront si la Chine reconnaît la ligne médiane dans le détroit de Taïwan, en cessant ses incursions dans la ZIDA et ses tactiques de zone grise maritime contre Taïwan.

2-Accroître la participation aux exercices militaires avec les alliés et les partenaires. Comme promis dans la stratégie indo-pacifique, les FAC devraient accroître leur participation aux exercices conjoints et bilatéraux dirigés par les États-Unis et le Japon. Le Canada est déjà présent au RIMPAC à Hawaï, ainsi qu'à KAEDEX et Keen Sword, etc., et la MRC fait de fréquentes escales au Japon. Le Canada devrait donner la priorité à la coopération militaire avec les États-Unis et le Japon, mais aussi chercher à coopérer avec le Royaume-Uni, la France, l'Australie, l'Inde et les États de l'ANASE. Le Canada devrait accueillir favorablement les initiatives américaines visant à inviter Taïwan en tant qu'observateur au RIMPAC et à d'autres exercices. Une collaboration accrue avec les Philippines, compte tenu de la valeur du canal Bashi entre Taïwan et les Philippines, serait également particulièrement utile, et elle a déjà commencé.

3-Renforcer les dialogues sur la sécurité. À Ottawa, on a accordé beaucoup d'attention à l'absence du Canada au sein de la Quadrilatérale et de l'AUKUS, mais un engagement limité dans ces groupements est aussi une occasion d'investir des ressources ailleurs. Le Canada est déjà impliqué dans Five Eyes. Le Canada peut suivre les précédents américains et japonais en incluant Taïwan dans les discussions militaires bilatérales. Les forces canadiennes n'ont pas besoin de s'entraîner à Taïwan ou avec Taïwan (comme le font Singapour et les États-Unis), mais elles peuvent s'engager avec Taïwan dans des domaines d'intérêt commun, comme la diversité ou l'inclusion des peuples autochtones dans l'armée. Il est urgent d'engager un dialogue sur la menace commune que représente la guerre cognitive chinoise. Le Canada ne devrait pas hésiter à envoyer des délégations à Taïwan et même, suivant l'exemple japonais, à s'engager dans des « visites privées » à haut niveau. Il ne devrait pas s'agir d'événements ponctuels. Taïwan et le Canada devraient inclure des analystes militaires, équivalents à des attachés militaires, dans leurs bureaux de représentation. Il s'agit du type de soutien à la résilience de Taïwan qui ne peut être révélé publiquement dans les déclarations de politique, mais qui doit être fait discrètement.

L'objectif est d'apprendre à se connaître et d'établir la confiance pour une relation de travail continue.

4-S'engager avec les garde-côtes. Le précédent de cette suggestion est constitué par les États-Unis, qui incluent Taïwan dans les exercices et disposent d'un groupe de travail des garde-côtes depuis 2021. Le protocole d'accord entre les garde-côtes américains et taïwanais porte notamment sur la protection des ressources maritimes, la lutte contre la pêche INN et les opérations conjointes de recherche et de sauvetage. Le Canada peut faire de même, peut-être même en choisissant de collaborer avec les alliés diplomatiques de la ROC en Micronésie ou dans les Caraïbes.

5-Oser faire des escales. Une visite de la MRC à Kaohsiung serait bien moins provocatrice qu'une escale de la marine américaine (que la Chine a explicitement appelée *causus bellus*). En outre, une escale ne doit pas nécessairement être celle de la MRC à Taïwan. Elle pourrait également aller dans l'autre sens, la marine taïwanaise pouvant se rendre au Canada. Un précédent serait la façon dont le Canada a invité le Japon à observer l'opération Nanook. Les escales ont l'avantage d'impliquer les troupes et les civils locaux, ainsi que les dirigeants de haut rang. Elles permettraient de montrer le soutien du Canada à Taïwan, mais aussi de donner l'occasion aux Canadiens d'en apprendre davantage sur Taïwan et son importance.

6-Recherche et développement. Compte tenu de la façon dont la Chine poursuit son « intelligentsia » militaire pour atteindre ses objectifs stratégiques, le Canada doit investir massivement dans la recherche et le développement. Cela doit inclure la technologie, y compris l'IA, mais aussi les domaines spatial, cybernétique et cognitif. La recherche dans les dimensions des sciences sociales est nécessaire pour contrer la guerre cognitive, mais aussi dans l'utilisation des ressources humaines. Comme Taïwan possède de solides ressources dans ces domaines, le Canada et Taïwan bénéficieront tous deux d'une collaboration accélérée en matière de recherche.

7-Modernisation de l'armée canadienne : Compte tenu du fait que le Canada a déjà d'importants engagements à l'égard de la défense de l'Amérique du Nord, de l'Arctique canadien et de l'Europe, les composantes militaires de la stratégie indo-pacifique nécessiteront de nouvelles ressources. En plus du budget parcimonieux déjà alloué à des projets spécifiques dans l'Indo-Pacifique, le Canada devra mettre à jour ses plans d'acquisition de défense, en particulier pour la Marine, s'il veut avoir la capacité d'aider ses alliés et partenaires à dissuader l'agression chinoise, et être prêt à entrer en conflit si la dissuasion échoue.

Conclusion

L'objectif d'une présence canadienne accrue dans la région indo-pacifique et autour de Taïwan n'est pas de combattre une guerre, mais plutôt d'empêcher qu'elle ne commence. Le Canada ne peut y parvenir seul, mais il peut travailler collectivement avec ses alliés et ses partenaires, y compris Taïwan, afin d'augmenter continuellement le coût pour la Chine d'une action agressive unilatérale. L'objectif n'est pas de " contenir " la Chine, mais plutôt de créer un environnement externe où ses dirigeants savent que des actions militaires agressives auront de graves conséquences. Dans le même temps, la Chine doit être incitée à maintenir l'ordre international fondé sur des règles, qui a soutenu sa propre croissance économique rapide au cours des quatre dernières décennies. La sécurité et la résilience de Taïwan sont renforcées par une intégration accrue de l'ensemble de la société avec les partenaires internationaux.

Le Canada considère la stratégie indo-pacifique comme un changement de cap qui ne se produit qu'une fois par génération. Cela nécessitera non seulement un soutien politique, mais aussi une large acceptation sociale d'un investissement accru dans l'armée, car l'augmentation des budgets militaires entraîne des sacrifices ailleurs. Le Canada doit au moins augmenter ses dépenses de défense pour atteindre les objectifs de l'OTAN, soit 2 % du PIB, s'il veut atteindre les objectifs de la stratégie indo-pacifique. Un changement de

génération nécessite également d'intéresser davantage de Canadiens aux carrières militaires. La génération de Canadiens prêts à servir dans les deux prochaines décennies a des valeurs différentes de celles de ceux qui se souviennent d'une présence canadienne plus active dans les guerres et le maintien de la paix internationale. Le Canada doit faire comprendre aux Canadiens qu'une présence militaire canadienne accrue dans la région indo-pacifique est un choix politique canadien indépendant, conçu pour projeter les objectifs de la Charte des Nations Unies, la paix et notre propre prospérité économique. Il ne s'agit pas simplement de prendre parti dans une compétition entre grandes puissances. Le changement de génération exige un changement visible dans les FAC, afin de répondre aux valeurs canadiennes en évolution en matière d'équité, de diversité et d'inclusion. La diversité du Canada est son avantage et peut, sur le plan démographique, faire des FAC une force véritablement indo-

pacifique. L'armée doit coopérer avec d'autres secteurs de la société pour sensibiliser le public canadien à l'importance de l'Indo-Pacifique pour notre propre sécurité.

Taïwan est une démocratie de première ligne dans une lutte générationnelle contre l'autoritarisme avec une intensité que le monde n'a pas connue depuis la Deuxième Guerre mondiale. Comme Taïwan est le pivot de la région indo-pacifique, une conquête chinoise pourrait enhardir la Chine à l'étranger, y compris dans l'Arctique canadien. Pour l'instant, Taïwan est économiquement et socialement liée au Canada, et cette relation a rendu les deux pays plus prospères. Le Canada protège ses propres intérêts et valeurs en soutenant la résilience de Taïwan. Le Canada et les Forces armées canadiennes ont un rôle important à jouer dans la protection et le développement d'une région indo-pacifique inclusive, libre et ouverte, avec Taïwan comme partenaire à part entière.



Scott Simon (Ph.D., Université McGill, 1998), est un socio-anthropologue formé dans les deux disciplines (anthropologie et sociologie). Cotitulaire de la Chaire d'études taïwanaises à l'Université d'Ottawa, il vit à Taïwan depuis dix ans et y revient chaque année pour des recherches sur le terrain. Il a également effectué des recherches sur le terrain au Japon et à Guam. Ses intérêts de recherche comprennent les droits autochtones, le développement, la contribution de Taïwan à l'Indo-Pacifique, le statut international de Taïwan et les relations Canada-Taïwan. Il a écrit quatre livres et de nombreux articles sur Taïwan. Il fait de la recherche axée sur les politiques en tant que membre du Centre d'études en politiques internationales et du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa, et en tant que chercheur principal à l'Institut Macdonald-Laurier d'Ottawa.

Références

Agence France-Presse. 2021. "Le Royaume-Uni envoie un navire de guerre dans le détroit de Taïwan pour la première fois en plus de dix ans". *The Guardian*, 28 septembre. <https://www.theguardian.com/uk-news/2021/sep/28/uk-sends-warship-through-taiwan-straight-for-first-time-in-more-than-a-decade>, dernière consultation le 25 février 2023.

Agence France-Press. 2023. "Les incursions d'avions de guerre chinois dans la zone de défense aérienne de Taïwan ont doublé en 2022". *Guardian*, 2 janvier. https://www.theguardian.com/world/2023/jan/02/chinas-warplane-incursions-into-taiwan-air-defence-zone-doubled-in-2022?CMP=share_btn_tw, dernière visite le 2 janvier 2022.

Fondation Asie Pacifique. 2022. " La ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly donne un aperçu de la prochaine stratégie indo-pacifique du gouvernement du Canada en prévision d'un voyage diplomatique en Asie ", <https://www.asiapacific.ca/publication/foreign-minister-melanie-joly-previews-indo-pacific-strategy>, dernière consultation le 4 janvier 2023.

Brown, Gerald C. 2023. "Taiwan ADIZ Violations ", <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1qbfYF0VgDBJoFZN5elpZwNTiKZ4nvCUcs5a7oYwm52g/edit#gid=2145677609>, dernière visite le 2 janvier 2023.

Canada. 1955b. "Formose : Rapport du secrétaire d'État aux Affaires extérieures". RG2, Bureau du Conseil privé, série A-5-a, volume 2657. Code d'accès : 12

Canada. 2022a. La stratégie indo-pacifique du Canada. Ottawa : Affaires mondiales Canada. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/assets/pdfs/indo-pacific-indo-pacifique/indo-pacific-indo-pacifique-en.pdf>, dernier accès le 30 décembre 2022.

Canada. 2022b. " Le Canada lance sa stratégie indo-pacifique pour soutenir la croissance à long terme, la prospérité et la sécurité des Canadiens. " Ottawa : Affaires mondiales Canada. <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2022/11/canada-launches-indo-pacific-strategy-to-support-long-term-growth-prosperity-and-security-for-canadians.html>, dernière consultation le 25 février 2023.

Canada. 2022c. " Situation dans le détroit de Taïwan : Témoignage devant le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. " Première session, 44e législature. Ottawa : Chambre des communes. <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/44-1/FAAE/meeting-6/evidence>, dernier accès le 25 février 2023.

Canada. 2022c. "Relations Canada-Taïwan". Ottawa : Affaires mondiales Canada. <https://www.international.gc.ca/country-pays/taiwan/relations.aspx?lang=eng>, dernière consultation le 1er janvier 2023.

Canada. 2022d. Rapport spécial sur le cadre et les activités du gouvernement du Canada pour la défense de ses systèmes et réseaux contre les cyberattaques. Ottawa : Comité parlementaire de la sécurité nationale et des renseignements. <https://www.nsicop-cpsnr.ca/reports/rp-2022-02-14/2022-cyber-attack-framework-report-en.pdf>, dernier accès le 29 janvier 2023.

Canada. 2022e. "Readout : Le ministre Ng s'entretient avec le ministre Deng de Taïwan". Ottawa : Affaires mondiales Canada. <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2022/01/readout-minister-ng-speaks-with-taiwans-minister-deng.html>, dernière consultation le 4 janvier 2023.

Cancian, Mark F., Matthew Cancian et Eric Heginbotham. 2023. *The First Battle of the Next War : Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan*. Washington, DC : Center for Strategic and International

Studies. <https://www.csis.org/analysis/first-battle-next-war-wargaming-chinese-invasion-taiwan>, dernier accès le 29 janvier 2023.

Canuel, Hughes. 2022. " Les relations militaires entre le Canada et le Japon : Shaky Past, Uncertain Future ?" Edmonton : University of Alberta Prince Tamamado Japan Centre for Teaching and Research. <https://www.ualberta.ca/prince-takamado-japan-centre/news/2022/september/jacac2022.html>, dernière consultation le 25 janvier 2023.

Chase, Steven. 2021. " Les législateurs canadiens se joignent au réseau mondial qui cherche à réduire l'isolement de Taïwan ". Globe and Mail, 9 août. <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-canadian-legislators-join-global-network-seeking-to-reduce-taiwans/>, dernier accès le 1er janvier 2023.

Chase, Steven. 2022. "Les avions de guerre chinois 'mettent les gens en danger' en harcelant les patrouilles aériennes canadiennes, dit Trudeau". Globe and Mail, 6 juin. <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-chinese-warplanes-putting-people-at-risk-by-harassing-canadian-air/>, dernier accès le 29 janvier 2023.

Chine. 2022. " Le vice-ministre des Affaires étrangères Ma Zhaoxu sur la visite de Pelosi à Taïwan ". Beijing : Ministère des Affaires étrangères de la RPC. https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjbxw/202208/t20220809_10738069.html, dernier accès le 2 janvier 2023.

Dotson, John. 2022. "L'évaluation par Taïwan de la menace militaire de la RPC : The 2022 Chinese Communist Military Power Report ". Global Taiwan Brief 7 (24). https://globaltaiwan.org/2022/12/taiwans-assessment-of-the-prc-military-threat/?mc_cid=de1a305b41&mc_eid=22a4cf919a, dernier accès le 25 janvier 2023.

Easton, Ian. 2017. La menace d'invasion chinoise : La défense de Taïwan et la stratégie américaine en Asie. Arlington, Virginia : Project 2049 Institute.

Nouvelles de Formose. 2023. " La présidente Tsai rencontre mercredi l'ancien chef de l'OTAN au bureau présidentiel ", <https://english.ftvnews.com.tw/news/2023104W09EA>, dernière consultation le 4 janvier 2023.

France. 2022. France's Strategy in the Indo-Pacific. Paris: Ministry of Europe and Foreign Affairs. https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/fr_a4_indopacifique_022022_dcp_v1-10-web_cle017d22.pdf, last accessed February 25, 2023.

France. 2023. Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité, N° 285. Paris: Senate. <http://www.senat.fr/rap/r22-285/r22-2851.pdf>, last accessed February 25, 2023.

Germany. 2022. "G7 Foreign Ministers' Statement on Preserving Peace and Stability Across the Taiwan Strait." Berlin: Federal Foreign Office. <https://www.auswaertiges-amt.de/en/newsroom/news/-/2545896#:~:text=We%20reiterate%20our%20shared%20and,of%20communication%20to%20prevent%20misunderstanding>, last accessed February 25, 2023.

Hilliker, John et Donald Barry. 1995. Le ministère des Affaires extérieures du Canada, Volume 2 : L'âge d'or, 1946-1968. Montréal : McGill-Queen's University Press.

Japon. 2022a. Défense du Japon 2022a. Tokyo : Ministère de la Défense. (<https://www.mod.go.jp/en/publication/paper/index.html>).

Japon. 2022b. Stratégie de sécurité nationale du Japon. Tokyo : Ministère de la Défense. (<https://www.mod.go.jp/j/approach/agenda/guideline/index.html>).

Lackenbauer, P. Whitney, Adam Lajeunesse, James Manicom et Frédéric Lasserre. 2018. *Les ambitions de la Chine dans l'Arctique et ce qu'elles signifient pour le Canada*. Calgary : University of Calgary Press.

Lagneau, Laurent. 2022. "La frégate française " Vendémiaire " a navigué dans le détroit de Taïwan, malgré les revendications chinoises ". *Zone militaire*. <https://www.opex360.com/2022/03/19/la-fregate-francaise-vendemiaire-a-navigue-dans-le-detroit-de-taiwan-malgre-les-revendications-chinoises/>, dernière consultation le 25 février 2023.

Lerhe, Eric. 2018. *Repenser la question taïwanaise : Comment le Canada peut mettre à jour sa politique rigide d'" une seule Chine " du XXIe siècle*. Ottawa : Institut Macdonald-Laurier. https://macdonaldlaurier.ca/mli-files/pdf/20180828_MLI_Taiwan_PAPER_FINAL_Webready.pdf, dernière consultation le 12 janvier 2023.

Mackay, George Leslie. 2005 [1895]. *De l'extrême Formose*. Boston : Elibron Classics.

Martin, Paul. 1966. "La politique asiatique du Canada". *Affaires extérieures* 18, 10 : 429-440.

McCuaig-Johnston, Margaret. 2021. "Améliorer le rôle de Taïwan dans les organisations internationales". *CGAI Policy Perspective*, février, https://www.cgai.ca/enhancing_taiwans_role_in_international_organizations, dernière consultation le 4 janvier 2023.

Centre d'étude des élections de l'Université nationale Chengchi. 2022. "Indépendance de Taïwan ou unification avec le continent (1994-2022)". *Trends of Core Political Attitudes*. <https://esc.nccu.edu.tw/PageDoc/Detail?fid=7801&id=6963>, dernière visite le 6 janvier 2023.

OTAN. 2022. *Rapport sur les perspectives régionales de l'Indo-Pacifique : analyse prospective stratégique*.

Norfolk, VA : OTAN. <https://www.act.nato.int/articles/strategic-foresight-regional-perspectives-report-indo-pacific>, consulté pour la dernière fois le 31 décembre 2022.

Nikkei. 2022. "2,6 milliards de dollars pourraient s'évaporer de l'économie mondiale en cas d'urgence à Taïwan". *Nikkei Asia*, 22 août. <https://asia.nikkei.com/Spotlight/The-age-of-Great-China/2.6tn-could-evaporate-from-global-economy-in-Taiwan-emergency2>, dernier accès le 6 janvier 2023.

Robertson, Colin. 2022. "La stratégie indo-pacifique du Canada et le détroit de Taïwan". *Politique : Canadian Politics and Public Policy*. <https://www.policymagazine.ca/canadas-indo-pacific-strategy-and-the-taiwan-straight/>, dernier accès le 15 janvier 2023.

ROC (République de Chine). 2022b. La présidente Tsai annonce un plan de réalignement des forces militaires. Taipei : Office of the President. <https://english.president.gov.tw/NEWS/6417>, dernier accès le 3 janvier 2023.

Sevastopulo, Demetri. 2022. "Le Canada enverra plus de navires de guerre dans le détroit de Taïwan pour envoyer un signal à la Chine". *Financial Times*, 5 décembre 2022. <https://www.ft.com/content/b19721e8-7bfc-44f2-9f72-971a63d2bfac>, dernière consultation le 25 janvier 2023.

Snow, Edgar. 1968. *Red Star Over China*. New York : Grove Press.

Spinck, Darren G. 2022. *Securing the Strait : Engaging Taiwan in the UK's Indo-Pacific Tilt*. Londres : Henry Jackson Society. <https://henryjacksonsociety.org/wp-content/uploads/2022/07/HJS-Securing-the-Strait-Engaging-Taiwan-in-the-UKs-Indo-Pacific-Tilt-Report-web.pdf>, dernier accès le 25 février 2023.

Takahashi, Kosuke. 2022. " Le Japon approuve une augmentation de 26,3 % des dépenses de défense pour l'année fiscale 2023 ". The Diplomat, 24 décembre. <https://thediplomat.com/2022/12/japan-approves-26-3-increase-in-defense-spending-for-fiscal-year-2023/>, dernier accès le 3 janvier 2023.

Royaume-Uni. 2021. Global Britain in a Competitive Age : The Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy. Londres : HM Government. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/975077/Global_Britain_in_a_Competitive_Age_the_Integrated_Review_of_Security_Defence_Development_and_Foreign_Policy.pdf, dernier accès le 25 février 2023.

États-Unis. 1979. Taiwan Relations Act. Washington, DC : Congress. <https://china.usc.edu/taiwan-relations-act-1979>, dernier accès le 12 janvier 2023.

États-Unis. 2022a. Développements militaires et de sécurité impliquant la République populaire de Chine. Washington, DC : US Department of Defense. <https://media.defense.gov/2022/Nov/29/2003122279/-1/-1/1/2022-MILITARY-AND-SECURITY-DEVELOPMENTS-INVOLVING-THE-PEOPLES-REPUBLIC-OF-CHINA.PDF>, dernier accès le 25 janvier 2023.

États-Unis. 2022b. Stratégie indo-pacifique des États-Unis. Washington, DC : Maison Blanche. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf>, dernier accès le 25 janvier 2023.

États-Unis. 2022c. " Le président du SFRC, M. Menendez, assure le passage de la législation sur Taïwan dans le projet de loi annuel sur la défense ". Washington, DC : Foreign Relations Committee. <https://www.foreign.senate.gov/press/dem/release/sfrc-chairman-menendez-secures-passage-of-taiwan-legislation-in-annual-defense-bill>, dernier accès le 3 janvier 2023.